

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 18/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DIJON CEREALES-is/tille

4 Boulevard de Beauregard
BP 4065
21600 Longvic

Références : 2025-511
Code AIOT : 0005401529

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement DIJON CEREALES-is/tille implanté 2 rue du triage 21120 Is-sur-Tille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DIJON CEREALES-is/tille
- 2 rue du triage 21120 Is-sur-Tille
- Code AIOT : 0005401529
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement est situé sur la commune d'Is sur Tille, entre la voie ferrée reliant Is sur Tille à Chalindrey et la rue de Triage, à l'est de l'agglomération, sur un terrain d'environ 12.61 hectares. Il est classé SEVESO seuil bas.

L'activité est le stockage de céréales et le stockage et l'ensilage d'engrais.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Porter à connaissance modifications	Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181 46	Mise en demeure, dépôt de dossier	3 mois
2	Implantation	Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Découplage et événements	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 29/10/2004, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Travaux par point chaud et permis feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	Sans objet
4	Vérification des installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Sans objet
7	Système de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	Sans objet
8	Surveillance de fin de travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif la vérification, par échantillonnage, de mesures décrites dans l'étude des dangers. L'exploitant a mis en place un suivi de ses installations par GMAO et les installations contrôlées par sondage sont correctement maintenues.

Toutefois, un bâtiment de stockage d'engrais construit en 2018, ne respecte pas les dispositions de l'arrêté ministériel associé, en termes d'implantation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Porter à connaissance modifications

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/12/2023, article R 181 46
Thème(s) : Situation administrative, Porter à connaissance

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>En 2018, l'exploitant a construit un bâtiment de stockage des engrais classés sous la rubrique 4702 II et III.a et IV, d'une surface de 3200 m². Le stockage des engrais y est effectué en big bags.</p> <p>Non-conformité 1 Cette modification n'a pas été portée à la connaissance du préfet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Implantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2010, article 7</p>
<p>Thème(s) : Autre, Implantation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>7.1. Implantation : Pour les installations nouvelles : [...] Les stockages et les magasins de stockage sont par ailleurs implantés et maintenus à une distance d'au moins : 20 mètres des limites de propriété pour les engrais 4702-I, 4702-II ou 4702-III ; 10 mètres des limites de propriété pour les engrais 4702-IV.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité 2</p> <p>Le nouveau bâtiment de stockage des engrais en big bags classés sous la rubrique 4702 II et III.a et IV, créé en 2018 et d'une surface de 3200 m², est implanté à moins de 10 m des limites de propriété.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Travaux par point chaud et permis feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Travaux par point chaud et permis feu
Prescription contrôlée : La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : Le carnet des permis de feu a été présenté en salle. Les 3 derniers permis signés pour des réalisations de travaux en interne par l'équipe de maintenance de Dijon Céréales ou par des prestataires externes étaient complétés dans leur intégralité. Les permis de feu sont signés par une personne habilitée. Le fichier des habilitations a été présenté en salle. Les signataires des permis consultés étaient bien habilités.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification des installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"> • l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; • l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]
Constats : Le dernier rapport de vérification des installations électriques réalisé par un prestataire extérieur date du 11/12/2024. Il mentionnait quelques observations. La vérification précédente datait du 30/11/2023. Le traitement de observations a été réalisé par les deux électriciens de Dijon Céréales le 18/02/2025. La fiche de suivi d'observations trace les opérations effectuées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Découplage et événements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Découplage et événements
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place les mesures de protection adaptées aux silos et aux produits permettant de limiter les effets d'une explosion et d'en empêcher sa propagation, sans préjudice des dispositions du Code du Travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. Dans le cas de présence de tiers tels que définis dans le premier alinéa de l'article 6 du présent arrêté, soit dans les distances d'éloignement forfaitairement définies à l'article 6 précité, soit dans les zones des effets létaux et irréversibles mises en évidence par l'étude de dangers, et dans le cas des silos portuaires, ces mesures de protection consistent :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en des dispositifs de découplage qui doivent concerner la tour de manutention et les communications avec les espaces sur-cellules ou sous-cellules, ainsi que les communications entre ces espaces et les cellules de stockage ; • et des moyens techniques permettant de limiter la pression liée à l'explosion dans les volumes découplés (dans la tour de manutention, les espaces sur-cellules et sous-cellules si la galerie est non enterrée) tels que des événements de décharge ou des parois soufflables, dimensionnés selon les normes en vigueur. <p>Si la configuration du site ne permet pas de mettre en œuvre ce découplage, un dispositif technique de protection d'efficacité équivalente permettant d'éviter la propagation des explosions, doit être mis en place.</p> <p>Dans les silos existants, en cas d'impossibilité technique de mise en place des surfaces soufflables ou des événements dans des espaces sous-cellules et des tours de manutention en béton, les équipements présents dans les volumes non éventés (élévateurs, transporteurs, dépoussiéreurs, nettoyeurs, émotteurs, séparateurs, broyeurs, filtres, etc.) doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> • être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration (excepté pour les filtres), afin de limiter les émissions de poussières inflammables, • et (excepté pour les transporteurs) : posséder des surfaces éventables ou être dimensionnés de façon à résister à l'explosion ou être équipés d'un dispositif de suppression de l'explosion; et/ou disposer d'un découplage permettant d'éviter que l'explosion ne se propage dans une canalisation ou par une alimentation ou disposer d'un dispositif d'isolation de l'explosion. <p>Pour les silos dont le dossier de demande d'autorisation est déposé après le 1er juillet 2007, ces mesures de protection consistent également en des dispositifs de découplage entre cellules.</p> <p>Dans le cas de l'absence de tiers ou présence de voies de communication moins fréquentées (moins de 2 000 véhicules par jour ou 30 trains de voyageurs par jour), dans les zones définies ci-dessus, l'exploitant doit avoir fait la démonstration d'une maîtrise suffisante des risques d'explosion, et doit mettre en place les mesures appropriées à ces risques.</p> <p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, dans le silo1, les portes de découplage ont bien été constatées en place et fermées (étage 5, 4 vers les hauts de cellules et étage -1 vers la galerie de reprise). La porte permettant le découplage entre la tour de manutention et l'espace sur-cellules à l'étage 4 ne comportait pas d'affichage concernant la fermeture obligatoire de la porte.</p>

Dans l'étude des dangers de décembre 2022, il est indiqué que l'étage n°2 de la tour de manutention ne comporte pas de surface d'évent.

Lors de l'inspection, il a été constaté qu'une surface d'évent complémentaire a été mise en place. La surface et les caractéristiques de la plaque boulonnée ont été dimensionnées par un bureau d'étude. Le rapport n'a pas été vu en inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 1 :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre les justificatifs de calcul et de respect des normes en vigueur permettant de démontrer que les valeurs de surpression à l'étage 2 de la tour de manutention sont désormais acceptables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/10/2004, article 11

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'établissement doit être pourvu en moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, en nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger. Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques.

Constats :

Le site dispose d'un poteau incendie et de colonnes sèches.

Le poteau incendie a été vérifié le 15/10/2025 par une société prestataire. Le débit mesuré était de 79 m³/h sous 3,2 bars.

Les colonnes sèches ont été testées le 15/09/2022 par une société prestataire. Plusieurs fuites ont été constatées et des raccords étaient inadaptés. Le devis de mise en conformité a été validé le 04/11/2022 et les justificatifs de travaux ont été émis le 01/02/2023.

La dernière vérification par essai de mise en pression a été réalisée le 08/11/2025 par un prestataire extérieur. Le rapport d'intervention a été transmis postérieurement à l'inspection. Il fait mention d'une fuite sur la colonne sèche n°1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande 2 :

Il est demandé de procéder, dans un délai de deux mois, à la remise en bon fonctionnement de la colonne sèche n° 1 présentant une fuite importante au niveau de la bride du R+3.

Le rapport justifiant l'intervention sur la colonne sèche en dysfonctionnement devra être conservé et présenté à l'Inspection lors d'une prochaine inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Système de dépoussiérage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Système de dépoussiérage

Prescription contrôlée :

Les filtres à manche sont protégés par des événements (sauf impossibilité technique), qui, dans la mesure du possible, débouchent sur l'extérieur.

Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières.

Constats :

L'installation comporte un filtre à manches dont l'événement est situé à plus de 2 mètres de haut.

Le dernier contrôle par un prestataire date du 19 mai 2025. Suite à ce contrôle, le pilote d'électrovanne a été remplacé par l'équipe de maintenance interne à Dijon Céréales, le 30 mai 2025.

Par ailleurs, depuis environ un an, Dijon Céréales a pour politique de maintenance le changement des manches de manière annuelle. L'équipe de maintenance spécialisée en dépoussiérage a ainsi réalisé le changement de toutes les manches le 28 mai 2025.

Lors de l'inspection, une maintenance sur un moteur du silo 2 était en cours. Les installations étaient donc à l'arrêt. Aucun test n'a été réalisé sur l'asservissement de l'aspiration.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance de fin de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de fin de travaux

Prescription contrôlée :

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des travaux réalisés est effectuée par l'exploitant, dans l'objectif de s'assurer de l'absence de risques. Elle fait l'objet d'un enregistrement.

Constats : Les 3 derniers permis de feu examinés en séance comportaient bien la mention de surveillance 2 heures après les travaux et étaient signés par la personne en charge de cette surveillance. La surveillance est uniquement visuelle.
Type de suites proposées : Sans suite